

BAZOOKA LE BOYCOTT QUI GÊNE

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Finalement, à Alger, s'est ouvert mercredi dernier le Salon du livre qui devait normalement se tenir au mois de mai. La majorité des éditeurs ont tenu à avancer la date et à placer cette manifestation sous le signe de la solidarité avec la Palestine.

J'aime bien cette manifestation car elle répond à sa manière à ceux qui prônaient une attitude active et qui en eurent pour leurs frais car leur présence à Paris n'a pas défrayé la chronique et malgré les pirouettes qui voulaient faire passer la littérature israélienne pour invitée, tous les médias, toute la presse, toutes les dépêches ne parlent que de l'Etat d'Israël et de son soixantième anniversaire. Ils ont été bien naïfs ? C'est à voir !

Par contre, le boycott a l'air de gêner bien des gens. Normal que Sensal écrive dans *Le Figaro* tout le mal qu'il en pense et surtout tente de manipuler l'opinion en faisant croire que cette décision est tout droit descendue des hautes sphères du pouvoir et que les éditeurs s'y sont pliés comme de petits soldats ou de petits agents des services. J'ai déjà écrit qu'il était difficile de faire passer Casbah Editions, première maison à décider de boycotter, pour une officine et de faire passer Omar Mokhtar Chaâlal ou Mustapha Madi, premiers à avoir défendu cette idée, pour des appointés du DRS ou de Belkhadem. Je l'ai déjà écrit et il faut le rappeler. Encore le rappeler pour rendre justice à nos éditeurs qui ont pris cette décision. Samia des éditions Apic ou Nacéra de l'Espace Noun ont mis toute leur énergie à rappeler que les enfants palestiniens brûlés sous les bombes restaient le manifeste de la réalité idéologique du sionisme : une idéologie de la mort et du sang, une idéologie de la spoliation, l'idéologie de la dernière colonisation. Nulle trace nulle part de la moindre initiative de l'Etat. Le pouvoir a été pris de court, y compris dans ses segments islamistes si rapides à détourner la lutte de libération nationale palestinienne vers les marécages d'un combat religieux oubliant au passage toute la composante chrétienne de ce peuple.

Normal pour Sensal. Moins normal pour Benchicou qui explique, et brillamment comme à son habitude, pourquoi lui boycotte en reprenant à son compte les arguments du poète israélien Shabtaï et en rappelant à tous les despotes arabes, en fait à tous les dirigeants arabes, sans exception, qu'eux, ils auraient embastillé un Shabtaï arabe. Ne l'ont-ils pas déjà fait, sous une forme ou sous une autre, pour Moudhafar Nouab et tant d'autres ? Et Mohamed de se démarquer à juste titre de toutes les motivations inavouables ou malsaines du boycott officiel arabe. Autant le boycott de Mohamed est un plus, autant il fallait reconfirmer que le boycott algérien est une décision indépendante, une première réaction indépendante et du pouvoir et des islamistes, une première respiration politique en dehors des tenailles qui comprimaient nos poitrines. Pour les autres pays arabes, je ne sais pas, mais pas pour l'Algérie. Ou alors Mohamed doit me mettre sur la liste des appointés du pouvoir ou de ses agents involontaires tant l'espace de cette chronique s'est fait l'amplificateur des raisons et des motivations de ce boycott. En dehors du plaisir de lire Mohamed réaffirmant une autre voie possible de l'humanité, en dehors des hégémonies coloniales et du despotisme arabe, son corrolaire.

M. B.

PERISCOOP

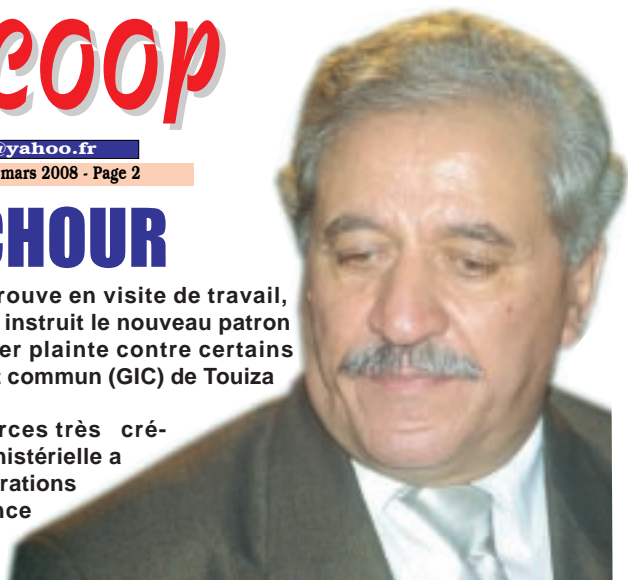
periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Dimanche 16 mars 2008 - Page 2

L'IRE DE HAÏCHOUR

Depuis le Portugal où il se trouve en visite de travail, Boudjemaâ Haïchour aurait instruit le nouveau patron d'Algérie Télécom de porter plainte contre certains membres du Groupement d'intérêt commun (GIC) de Touiza Télécom.

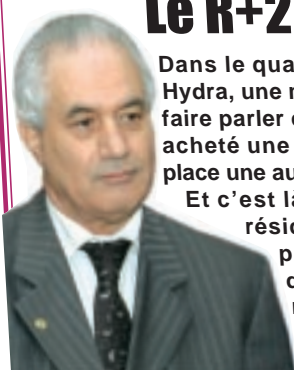
C'est ce que révèlent des sources très crédibles en précisant que l'ire ministérielle a été provoquée par certaines déclarations faites lors de la récente conférence de presse organisée par le GIC.



Le R+2 de la magistrature

Dans le quartier résidentiel « Cité des PTT » à Hydra, une magistrate bien connue ne cesse de faire parler d'elle. En effet, avec son mari elle a acheté une villa pour la démolir et ériger à sa place une autre de deux étages.

Et c'est là le hic, puisque dans ce quartier résidentiel, il est interdit de construire plus de R+1. Malgré la contestation des riverains, le mari de cette magistrate les nargue et les invite à porter plainte là où ils veulent.



Fictif partenaire

Pour faire valoir des capacités de management comme argument en vue de l'acquisition d'un fleuron de l'industrie paramédicale nationale, la Socothyd en l'occurrence, un candidat repreneur n'a pas hésité à s'allier avec son fournisseur : une importante entreprise du Moyen-Orient. Cette dernière s'associe dans l'affaire du rachat de la société des Issers à hauteur de 10% du montage financier. Le hic, disent les initiés, est que cet allié arabe se retirera une fois la transaction définitivement conclue avec l'Etat.



L'oubli !

Organisé dans la précipitation, le Salon national du livre, abrité par la Bibliothèque d'El Hamma du 9 au 18 mars, a placé la Palestine comme invité d'honneur de cette manifestation. Cependant, le représentant diplomatique de ce pays n'a pas été convié à la cérémonie d'ouverture du salon. Et pour cause, les organisateurs ont oublié de l'inviter.



lehic.dz@hotmail.com